

*L'Adresse—M. Shields*

droit à la justice et de remettre ce secteur aux mains des Canadiens, sachant très bien qu'il ne pourrait jamais atteindre cet objectif et a anéanti la force motrice qui permettait à notre économie d'aller de l'avant. Là encore, le gouvernement a adopté une politique d'affrontement. Nous n'avons pas vu d'hommes et de femmes raisonnables essayer de dialoguer et d'élaborer une politique énergétique équitable envers l'industrie, les propriétaires des ressources, les provinces et tous les Canadiens. Nous avons vu un gouvernement établir une politique dans sa tour d'ivoire à Ottawa et l'imposer de force aux provinces et à l'industrie. Les résultats ont été désastreux: deux millions de chômeurs.

Examinons le chômage chez les autochtones, monsieur le Président. Quel affrontement! Comme le député de Cochrane—Supérieur (M. Penner) l'a dit si éloquemment ce matin, les autochtones veulent être traités comme tous les autres Canadiens. Qu'est-il arrivé? Un autre affrontement.

Permettez-moi de vous donner un petit exemple, monsieur le Président. Le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien finance les bandes et leur dit: «Allez-y, les amis, menez vos affaires comme bon vous semble». Le ministère a décidé de financer les bandes, mais aux trimestres parce qu'il considère qu'il ne peut pas leur faire confiance sur une base annuelle. Le ministère a resserré le budget de ces bandes et a établi des règles très strictes sur le mouvement des crédits à l'intérieur du budget.

Les fonds sont libérés aux trois mois, en fonction toutefois d'un budget très serré. Toutes les bandes financées aux trois mois se voient forcées de recourir aux banques pour un financement provisoire. Celui-ci coûte annuellement aux bandes quelque \$15,000, voire \$20,000 en dépenses imprévues. Et à ce moment-là le ministère vient leur reprocher d'avoir dépassé leur budget. Il s'agit donc à nouveau d'une politique de confrontation.

Je n'ai pas pu m'empêcher d'écouter le député de Saint-Jean-Est (M. McGrath) ce matin, lorsqu'il a parlé de Terre-Neuve, sa province. Il a dit que les Terre-Neuviens pourraient probablement suivre les débats de la Chambre des communes à la télévision parce qu'un bon nombre sont sans emploi et vivent des prestations de l'assurance-chômage ou du bien-être social. Les Terre-Neuviens veulent travailler, cela je puis en témoigner. Ces gens-là veulent travailler. Ils ont quitté Terre-Neuve pour aller dans toutes les régions du Canada. Beaucoup sont venus dans ma propre circonscription et à Fort MacMurray. Ce sont des travailleurs recherchés, des employés prisés, parce qu'ils savent travailler. Il est honteux qu'ils ne puissent trouver un emploi dans leur propre province, ce qui ferait le bonheur de beaucoup d'entre eux, car ils ont dû quitter familles et amis. N'était la politique d'affrontement qui prévaut aujourd'hui, ils auraient du travail à Terre-Neuve.

Il existe des gens raisonnables au sein du gouvernement fédéral; pourtant, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Chrétien), le ministre des Finances (M. Lalonde) et le premier ministre (M. Trudeau) ne peuvent s'entendre avec le premier ministre de Terre-Neuve pour élaborer une solution au litige qui les oppose sur la propriété des

richesses terre-neuviennes. C'est une honte. La situation était la même pour l'Alberta et la Saskatchewan. En fait, le gouvernement fédéral n'accepte pas que les provinces soient propriétaires des ressources. C'est cela qui est scandaleux. Il s'agit d'une politique d'affrontement. Le Canada a besoin de nouveaux dirigeants, plus crédible, qui inciteront le gouvernement à coopérer avec les provinces au lieu de les combattre afin que tous les Canadiens puissent travailler à la réalisation de mêmes objectifs.

● (1650)

Que s'est-il passé en réalité? Le gouvernement n'était pas mandaté pour détruire l'industrie énergétique, mais cela ne l'a pas empêché, en 1980, de présenter son programme énergétique national sous le couvert d'un budget. Il n'était pas mandaté pour imposer Canagrex au secteur agricole, mais il l'a fait malgré l'opposition. Il ne s'est pas donné la peine de négocier pour voir ce qui convenait le mieux à tous les secteurs de l'agriculture. Il s'est engagé dans une politique d'affrontement. Il n'était pas mandaté pour nationaliser le secteur de la pêche de la côte est. Il n'était pas mandaté pour apporter des changements majeurs dans le régime fiscal, mais il l'a fait dans son budget de 1981, et ce qui se passe actuellement au ministère du Revenu en est le résultat.

Le gouvernement n'était pas mandaté pour enlever le tarif du Nid-de-Corbeau aux producteurs des Prairies, ce qu'il a fait malgré l'opposition. Cette politique d'affrontement ne peut rien donner de bon dans un pays aussi vaste que le nôtre. Rien ne peut marcher à moins que des hommes et des femmes de bonne volonté acceptent de discuter et de parvenir à un compromis. Voilà le défi auquel nous avons à faire face aujourd'hui.

Le gouvernement n'était pas mandaté pour modifier la nature même de notre système parlementaire, mais il l'a fait quand même. Les ministériels rentrent probablement chez eux de temps en temps. Lorsqu'il parlent à leurs électeurs, il leur faut sans doute répondre aux mêmes questions que moi. Nos électeurs veulent savoir ce qui a pu bien nous arriver pour que nous tombions si bas alors que nous avons une telle abondance de ressources.

A titre d'exemple, voici ce qui s'est passé dans ma circonscription. Un homme est venu me montrer un chèque de \$385 qu'il avait reçu de l'assurance-chômage. Il a utilisé cet argent pour lancer une entreprise. Il a loué un petit local, embauché deux personnes et il a commencé à réparer des voitures. Le premier obstacle a été le ministère du Revenu. On lui a dit qu'on allait fermer son entreprise et saisir son compte en banque parce qu'il n'avait pas fait son versement du mois précédent. Il a expliqué qu'il n'avait pas pu payer à temps parce qu'il avait trop de comptes à recevoir, mais qu'il paierait la somme en priorité le mois suivant. Avec un chèque d'assurance-chômage de \$385, cet homme a créé des emplois pour lui-même et pour trois autres personnes. Voilà le genre d'initiatives dont nous sommes témoins au Canada.